



HAL
open science

Géopolitique de “ l’hiver démographique ” dans le monde

Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Géopolitique de “ l’hiver démographique ” dans le monde. *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, 2025, 136, pp.70-74. ⟨halshs-05382905⟩

HAL Id: halshs-05382905

<https://shs.hal.science/halshs-05382905v1>

Submitted on 21 Mar 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Copyright - All rights reserved



analyse

Par **Gérard-François Dumont**, professeur à Sorbonne-Université, président de la revue *Population & Avenir* (1) et auteur de *Géographie des populations* (Armand Colin, 2018).

Géopolitique de « l'hiver démographique » dans le monde

La baisse de la fécondité s'est progressivement imposée comme une réalité. L'« hiver démographique », autrefois cantonné à l'Europe, gagne la majorité des continents, redéfinissant les rapports de force internationaux. Quels bouleversements géopolitiques découleront de ces évolutions démographiques ?

Photo ci-dessus :

En 2024, la planète comptait 8,2 milliards d'habitants, et ce chiffre doit continuer d'augmenter pour culminer à 10,3 milliards dans les années 2080. Ce n'est qu'à partir de 2100 que la population mondiale devrait commencer à décliner. En revanche, de nombreux pays, pour qui la transition démographique est achevée, voient d'ores et déjà leur population diminuer. (© Shutterstock)

Lorsque, à la fin des années 1960, deux pays d'Europe septentrionale — la Finlande et la Suède — enregistrent pour la première fois une fécondité inférieure au seuil de remplacement des générations — phénomène nouveau qui me conduit à introduire le concept « d'hiver démographique » —, cela passe inaperçu. Dans un contexte d'une certaine méconnaissance des processus démographiques, les poncifs du moment, en accord avec le club de Rome, alertent avec des termes scientifiquement impropres comme « explosion démographique » ou « surpopulation ». Pourtant, ce qui se passait dans les deux pays précités était un signal faible d'un hiver démographique qui, aujourd'hui, s'est installé dans plus de

la moitié des pays et les deux tiers des populations du monde. En prendre la mesure, en comprendre les raisons et réfléchir aux conséquences géopolitiques est essentiel.

L'extension d'une fécondité affaiblie à quatre continents sur cinq

Au fil des décennies, l'hiver démographique s'est installé en Europe septentrionale au tournant des années 1970, en Europe occidentale au cours des années 1970, en Europe méridionale dans les années 1980 et en Europe orientale dans les années 1990. Pendant ces décennies, ce phénomène est perçu comme spécifiquement européen. Lorsque j'interroge dans une



communication à l'Institut, le 18 octobre 1993, sur les possibilités que le monde passe à terme de ce qu'on appelle à tort « l'explosion démographique » à « une implosion démographique » (2), je bénéficie d'une écoute polie, mais bien peu croient que l'hiver démographique pourrait s'étendre dans un nombre accru de pays et sur quatre des cinq continents. Pourtant, au fil des années, il faut bien se rendre à l'évidence. L'extension de l'hiver démographique est incontestable. Certes, l'ensemble formé par l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Australie et la Nouvelle-Zélande est le premier à avoir enregistré une faible fécondité dans les années 1970 et il enregistre, dans les années 2020, l'hiver démographique le plus intense avec moins de 1,5 enfant par femme (figure 1). Mais l'Amérique latine, puis l'Asie sont entrés à leur tour depuis les années 2010 en hiver démographique. Le seul continent à l'écart de cette évolution est l'Afrique.

En effet, en moyenne, les pays africains n'ont commencé leur transition démographique que dans les années 1970 et le continent conserve encore dans les années 2020 une fécondité nettement supérieure au seuil de remplacement des générations. Toutefois, son avancée dans la transition démographique est incontestable, sachant que sa mortalité infantile s'est abaissée, de 170 décès d'enfants pour mille naissances dans les années 1950 à moins de 50 décès pour mille

naissances dans les années 2020, et que sa fécondité est passée de 6,5 enfants par femme dans les années 1950 à 1970 à un peu plus de 4 enfants par femme dans les années 2020, soit une diminution de plus d'un tiers en quarante ans.

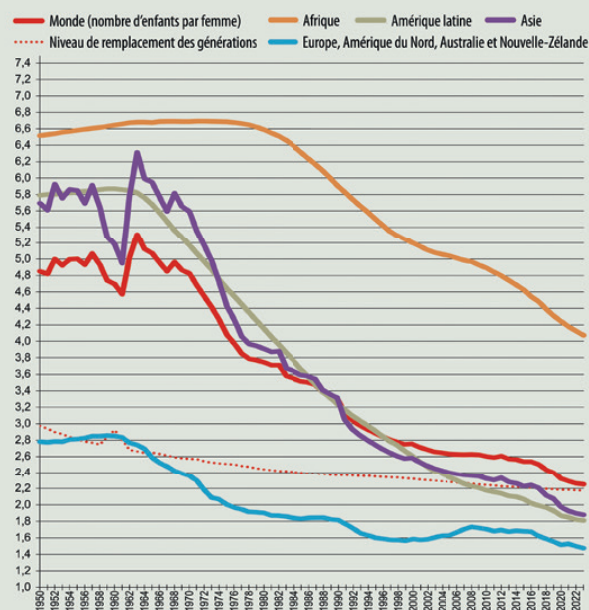
En conséquence, au milieu des années 2020, sur 210 pays ou entités géographiques distingués par le *Population Reference Bureau* (3), la moitié d'entre eux — 107 exactement — ont une fécon-

habite ces pays, le résultat est encore plus net (figure 3) : plus des deux tiers de cette population (67 %) vit dans un pays dont la fécondité est inférieure au seuil de remplacement et, parmi ces deux tiers, 43 % vivent dans un pays dont la fécondité est inférieure à 1,5.

“ Au fil des années, il faut bien se rendre à l'évidence. L'extension de l'hiver démographique est incontestable. ”

dité inférieure au seuil de 2,1 enfants par femme (figure 2). Parmi ces derniers, les plus nombreux (48 d'entre eux) comptent même une fécondité inférieure à 1,5 enfant par femme, donc inférieure d'un tiers au seuil de remplacement des générations. Si désormais on prend en compte la population qui

Figure 1. Baisse de la fécondité selon les grandes régions du monde



© Gérard-François Dumont, chiffres WPP 2024

Figure 2. Répartition de 210 pays ou entités géographiques du monde selon le niveau de fécondité (nombre d'enfants par femme)

Comment lire ce graphique ? 22,9 % des 210 pays et entités démographiques étudiés présentent une fécondité par femme inférieure à 1,5 enfant par femme, 28,1 % une fécondité de 1,5 à 2 enfants par femme, etc.

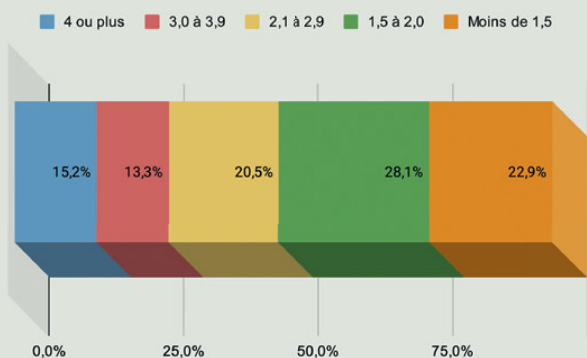


Figure 3. Répartition des populations de 210 pays selon leur niveau de fécondité (nombre d'enfants par femme)

Comment lire ce graphique ? 29,4 % des habitants des 210 pays étudiés vivent dans un pays présentant une fécondité par femme inférieure à 1,5 enfant par femme, 37,6 % dans un pays présentant une fécondité par femme de 1,5 à 2 enfants par femme, etc.

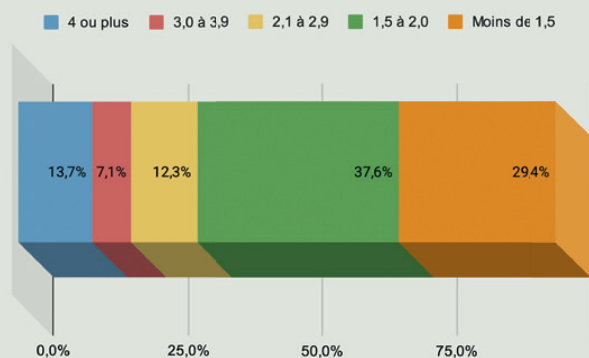
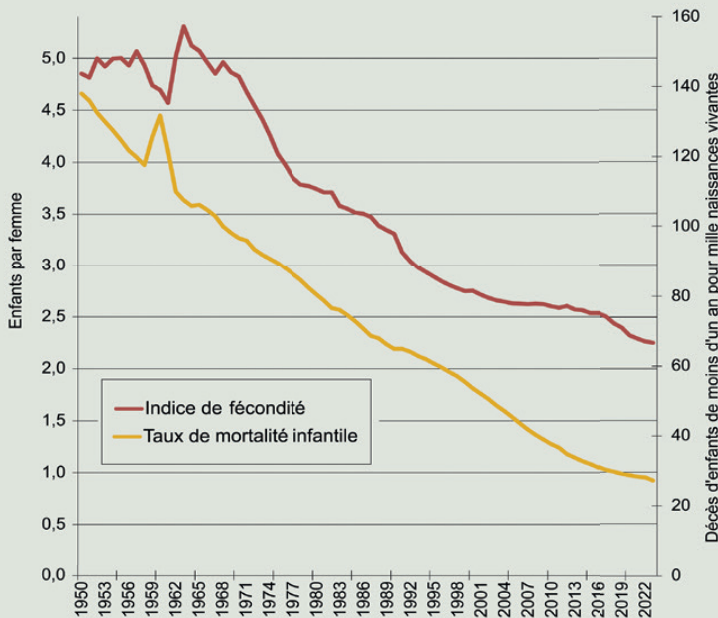


Figure 4. Baisse moyenne de la fécondité et de la mortalité infantile dans le monde



© Gérard-François Dumont, chiffres WPP 2024

régime de basse mortalité, puis de faible natalité (7). Or, pour la majorité des pays du monde, les conditions de la mortalité ont structurellement changé, avec de très faibles mortalités infantile, infanto-adolescente et maternelle, inférieures de plus de 95 % à leur niveau du début de la transition démographique, grâce aux considérables progrès médicaux, pharmaceutiques, agricoles ou hygiéniques. En conséquence, les populations, face à l'importance du taux de survie de leurs nouveaux-nés et de leurs enfants, ont adapté à la baisse leur comportement de fécondité (figure 4), et ceci a engendré une forte diminution de taux de natalité. Ainsi, la fécondité moyenne dans le monde s'est considérablement abaissée, passant des environs de 5 enfants par femme dans les années 1950 à moins de 2,3 au début des années 2020. Mais ce chiffre de 2,3 tient essentiellement à l'Afrique, et ne doit pas masquer l'hiver démographique qui concerne la majorité des populations du monde.

Le refus fréquent de considérer la possibilité d'une extension de l'hiver démographique dans le monde tient à l'insuffisance de prise en compte de la révolution de la fécondité (8). En effet, cette dernière, qui a été, dans la longue histoire de l'humanité, souvent aléatoire pour les femmes et les couples, ne l'est généralement plus, compte tenu des possibilités largement généralisées de contraception ou du recours à une pilule abortive ou à un avortement. La naissance d'un enfant ne survient généralement que si elle s'inscrit dans un projet durable, ce qui suppose à la fois la confiance dans un accompagnement dans les besoins liés à l'éducation (par exemple : limiter la perte de pouvoir d'achat, avoir un système qui permet de concilier vie professionnelle et vie familiale et une politique permettant d'accéder à un logement de taille suffisante) et une certaine foi en l'avenir. Or la faible fécondité témoigne que, pour beaucoup de femmes et de couples, ces deux conditions sont insuffisamment remplies. En conséquence, la fécondité s'est affaïssée en dessous du seuil de remplacement dans de nombreux pays, finissant par engendrer, une fois épuisés les effets d'inertie, une diminution du nombre des naissances dans les régions en hiver démographique.

Dans cette catégorie de pays, une génération annuelle de naissances est inférieure d'un tiers à l'effectif moyen des générations de jeunes adultes. Donc, *ceteris paribus*, sans futurs soldes migratoires fortement positifs, et si le niveau bas de fécondité perdure, une génération actuelle de cent femmes y sera remplacée à la génération suivante, soit une trentaine d'années après, par moins de 67 femmes ; c'est la probabilité d'un fort dépeuplement, même si l'espérance de vie augmente. L'effet de la prolongation de l'hiver démographique se mesure aussi par le nombre croissant de pays en dépopulation, c'est-à-dire enregistrant plus de décès que de naissances : Chine, Corée du Sud (4), Espagne, France (5) depuis 2024-2025, Italie (6), Pologne, Russie, Thaïlande...

Les causes de cette évolution : fin de la transition et révolution dans la fécondité

Pour que des pays entrent dans l'hiver démographique, il fallait d'abord qu'ils aient terminé leur transition démographique, c'est-à-dire cette période, de durée et d'intensité variables selon les pays, pendant laquelle une population passe d'un régime démographique de mortalité et de natalité élevées à un



Photo ci-contre :

En 2025, le Vietnam a finalement mis fin à la limitation de deux enfants par famille qui était en vigueur depuis près de 40 ans. Cette décision intervient en réaction au taux de fécondité qui est passé de 2,11 enfants par femme en 2021 à 1,91 en 2024. Les familles sont désormais libres de choisir le nombre d'enfants qu'elles souhaitent. (© Shutterstock)



Avec ce dernier étendu sur deux tiers des populations, c'est donc une nouvelle géographie des populations du monde qui se dessine, et elle ne peut pas ne pas avoir d'effets géopolitiques.

La baisse de légitimité géopolitique de l'ONU

Un premier constat géopolitique s'impose : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, avec leur statut défini en 1945 par la Charte, ne sont plus représentatifs et le seront de moins en moins dans la mesure où ils sont tous les cinq en hiver démographique. En 1945, ils pesaient près de 40 % des populations du monde. En outre, la France et le Royaume-Uni s'estimaient les mandataires des populations de leurs colonies et les cinq pays représentaient donc plus de la moitié des populations du monde. Huit décennies après, sous les effets additionnés des décolonisations, de l'extension de l'hiver démographique mais aussi de l'implosion soviétique réduisant l'URSS à la Russie, les cinq pays représentent moins du quart de la population mondiale.

“ La fécondité moyenne dans le monde s'est considérablement abaissée, passant des environs de 5 enfants par femme dans les années 1950 à moins de 2,3 au début des années 2020. Mais ce chiffre de 2,3 tient essentiellement à l'Afrique, et ne doit pas masquer l'hiver démographique qui concerne la majorité des populations du monde. ”

La population de deux d'entre eux — la Russie depuis 1996 et la Chine (9) depuis 2022 — diminue. Sans leur attraction migratoire, avec ses effets sur le nombre d'habitants et sur la natalité, la population des États-Unis, de la France et du Royaume-Uni diminuerait également. À l'inverse, le pays devenu le plus peuplé au monde, l'Inde (10), a le même statut à l'ONU que Monaco, Andorre ou Saint-Marin. Il en est de même de tous les pays africains sur un continent qui avoisine 1,5 milliard d'habitants, soit plus de 18 % de la population dans le monde.

Dans ce contexte, l'ONU reste un lieu de rencontres diplomatiques et de déclarations politiques, mais la légitimité de ses décisions interroge comme jamais, et donne de l'oxygène à d'autres organisations moins globales comme l'Organisation de coopération de Shanghai.

Pression démographique et seconde indépendance de l'Afrique

Tout un pan de l'avenir du peuplement du monde se situe en Afrique et ce continent est celui qui va connaître les plus

fortes croissances en matière de ressources humaines, d'où une pression démographique qui pèse sur les recompositions géopolitiques. Le changement d'attitude de divers pays vis-à-vis de leur ancienne puissance coloniale s'inscrit dans un contexte d'arrivée à l'âge actif de générations nombreuses qui aspirent en quelque sorte à une seconde indépendance. La réussite de cette dernière dépendra aussi de la gouvernance et notamment de sa capacité à canaliser la jeunesse au profit du développement de son pays, ce qui signifie limiter le désir d'émigration vers des pays du Nord, comme le souhaite le gouvernement sénégalais installé en avril 2024 (11). L'avenir géopolitique des



pays africains dépendra aussi des capacités d'innovation de la société civile attestées ces dernières années, par exemple par des inventions en matière d'usages numériques à des fins financières. Les pays africains devenus plus peuplés pourront bénéficier de la « loi du nombre » qui permet à un pays ou à un groupe de pays possédant un poids démographique significatif de l'utiliser dans les relations internationales si, bien entendu, il ne connaît pas trop de divisions internes limitant ses ressorts démographiques de puissance.

Ainsi, la pression démographique peut exercer des effets géopolitiques en Afrique, comme la dépression démographique en exerce en Europe (12).

La fin du rêve européen de « première puissance mondiale »

On se rappelle que, lors du traité de Maastricht ou traité sur l'Union européenne (TUE) de 1992, réunissant alors douze pays européens, de nombreux discours annonçaient que l'Union européenne, faisant suite à la Communauté européenne, avait vocation à être la « première puissance mondiale ». Quelques années plus tard, en 2000, le Conseil européen de Lisbonne fixait l'ambition de faire de l'UE « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010 ». Pourtant, dès cette période, les données d'état civil montraient déjà que, dans plusieurs pays, la popu-

Photo ci-dessous :

Le Conseil de sécurité des Nations Unies est fréquemment critiqué pour ne pas être représentatif de la population mondiale. De nombreux États membres de l'Organisation plaident pour la création de nouveaux sièges permanents au Conseil de sécurité, notamment pour les États africains. (© Shutterstock)



lation active potentielle allait diminuer. Dans le même temps, l'Europe dans son ensemble sortait de la situation qui l'avait caractérisée depuis au moins vingt-cinq siècles selon les travaux de la démographie historique : l'un des trois seuls grands foyers de peuplement du monde avec l'Asie orientale et le sous-continent indien. Or, qu'il s'agisse pour un pays d'investir dans le *hard power* ou dans le *soft power*, il faut créer des richesses, ce qui passe notamment par l'importance de la population active, surtout lorsque le pays, comme ceux d'Europe, ne bénéficie pas d'une rente en matière de ressources — hydrocarbures, terres rares ou uranium. La contraction des ressources

allemandes non survenues vingt à vingt-cinq ans plus tôt. Depuis, au sein de l'Union européenne, deux phénomènes géopolitiques se constatent. D'une part, la montée électorale de partis politiques condamnant une immigration qu'ils jugent non contrôlée et, en conséquence, la difficulté de plusieurs pays européens à dégager de nettes et stables majorités gouvernementales. D'autre part, c'est surtout depuis cette période que les pays de l'Union éprouvent un certain embarras à décliner une politique migratoire commune, chacun prenant des décisions nationales guère concertées avec les autres. Il est clair que ces évolutions

mondiale, notamment sous l'effet des intensités variées de l'hiver démographique selon les pays.

Gérard-François Dumont

Notes

- (1) www.population-et-avenir.com
- (2) Gérard-François Dumont, « De "l'explosion" à "l'implosion" démographique ? », *Revue des Sciences morales et politiques*, n° 4, 1993.
- (3) 2024 World Population Data Sheet, PRB, 2024 (<https://2024-wpds.prb.org>).

“ La contraction des ressources humaines dans l'Union européenne ne peut se traduire que par son affaiblissement relatif dans le monde. ”

(4) Gérard-François Dumont, « Corée du Sud : vers l'implosion démographique ? », *Diplomatie*, n° 132, mars-avril 2025.

(5) Gérard-François Dumont, « La France est-elle en dépopulation ? », *Population & Avenir*, n° 772, mars-avril 2025 (<https://doi.org/10.3917/popav.772.0017>).

(6) David Vodisek, « Les enjeux du déclin démographique de la population italienne : l'Italie, laboratoire du vieillissement européen ? », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 43, 2023 (<https://doi.org/10.3917/lap.043.0001>).

(7) Gérard-François Dumont, *Géographie des populations : concepts, dynamiques, perspectives*, Paris, Armand Colin, 2023 (<https://www.cairn.info/geographie-des-populations-9782200634797.htm>).

(8) *Ibid.*

(9) Gérard-François Dumont, « La Chine et les sept raisons de son dépeuplement », *Population & Avenir*, n° 762, mars-avril 2023 (<https://doi.org/10.3917/popav.762.0003>).

(10) Gérard-François Dumont, « L'Inde parvenue au premier rang des populations du monde : quelles raisons ? », *Population & Avenir*, n° 763, mai-juin 2023 (<https://doi.org/10.3917/popav.763.0003>).

(11) Seydou Kanté, *Géopolitique de l'émigration irrégulière : l'exemple du Sénégal*, Paris, Éditions Population & Avenir, 2023 (<https://doi.org/10.3917/apa.kante.2025.01>).

(12) Gérard-François Dumont, « L'Europe en "hiver démographique" : quelles conséquences géopolitiques ? », *Géostratégiques*, n° 69, septembre 2025.

LIBERTÉ
ÉGALITÉ
FRATERNITÉ



Photo ci-dessus :

Lors de la conférence de presse donnée à l'Élysée, le 16 janvier 2024 par Emmanuel Macron, l'enjeu démographique était à l'ordre du jour. Selon le président français, « Notre France sera aussi plus forte par la relance de sa natalité. Nous étions jusqu'à récemment un pays dont c'était la force. (...) C'est moins vrai depuis quelques années. » Un nouveau grand plan de lutte contre l'infertilité ainsi qu'un nouveau congé de naissance étaient alors annoncés. (© Élysée)

humaines dans l'Union européenne ne peut se traduire que par son affaiblissement relatif dans le monde.

Désunion géopolitique externe et interne

À cela s'ajoutent des conflits géopolitiques internes à l'Union européenne, directement dépendants des différences d'intensité de son hiver démographique selon les pays. La décision, unilatérale et sans aucune concertation, de Madame Merkel du 25 août 2015 d'ouvrir les frontières à toutes les personnes pouvant présenter un passeport syrien, n'était pas exclusivement humanitaire. Il s'agissait, pour une Allemagne dont la population active diminuait, d'accueillir des actifs en substitution des naissances

géopolitiques auraient été différentes si l'hiver démographique n'avait pas été si intense en Allemagne et dans le reste de l'Europe.

Avec le territoire, la population est la première ressource géopolitique. Elle l'est dans ses nombreuses dimensions qualitatives, qu'il s'agisse d'éducation, de culture, d'attachement à des valeurs privilégiant la concorde sociale, de capacité d'entreprendre ou de disposition à innover. Mais elle l'est également dans ses dimensions quantitatives, dans le nombre ou la composition par âge par exemple. Le fait que la majorité des pays du monde aient désormais une fécondité d'hiver démographique exerce des conséquences sur leur géopolitique interne et influence la géopolitique

Les populations et leurs territoires, une autre porte pour entrer dans la géopolitique.

POPULATION & AVENIR

La revue des populations et des territoires

PÉDAGOGIE

Comment utiliser l'IA
en étudiant
Ronald Reagan
et Deng Xiaoping ?



DOSSIER

ON NE CHANGE PAS LA MOBILITÉ PAR DÉCRET!



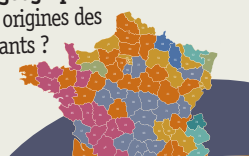
n° 774 | SEPTEMBRE-OCTOBRE 2025 | BIMESTRIEL | France : 12 € - Dom-Tom : 13 € - Étranger : 14 €

La géopolitique
de la population
de l'Iran après
la guerre des
douze jours

Le Japon face à
son dépeuplement



L'immigration en France :
quelle géographie ?
Quelles origines des
immigrants ?



Abonnez-vous

36 €

5 numéros par an



Et pour approfondir, notre
revue monothématique
en vente sur cairn.info



Les analyses de
**POPULATION
& AVENIR**

La revue des populations et des territoires

Pays émergents et
politiques de population

Les exemples du Kenya, du
Mexique et des Philippines

www.population-et-avenir.com